

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue du Recteur Daure  
CS 60040  
14070 Caen

Caen, le 21/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOFRILOG**

58 avenue Pierre Berthelot  
14061  
14000 Caen

Références : 2024.488  
Code AIOT : 0005300439

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2024 dans l'établissement SOFRILOG implanté Zone portuaire Quai de Calix 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 01/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 13 août 2024 a été réalisée suite à un signalement pour nuisances sonores de l'un des riverains du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFRILOG
- Zone portuaire Quai de Calix 14120 Mondeville

- Code AIOT : 0005300439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFRILLOG reçoit des produits congelés ou frais et en assure l'entreposage à température négative (- 18 °C) pour ses clients. Elle peut aussi assurer la congélation de produits d'origine végétale ou animale (viandes, produits cuisinés, produits laitiers...). Pour ce faire, l'exploitant exploite des entrepôts frigorifiques avec système de refroidissement à l'ammoniac.

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 5.4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 2.2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 2.4.6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 4	Sans objet
5	Détection Ammoniac - Implantation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
6	Détection Ammoniac - dispositif direction du vent	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13 août 2024 fait suite à un signalement pour nuisance sonore. Elle avait donc pour objet de vérifier le respect des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2012 concernant les valeurs limites de bruits ainsi que de s'assurer du respect des engagements pris suite à la dernière inspection.

Suite à cette inspection, l'exploitant devra faire réaliser un contrôle des émissions sonores du site de Mondeville afin de s'assurer du respect du niveau de bruit en limite de propriété ainsi qu'en

zones à émergence réglementée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b>  Le 13 août 2024, l'exploitant a présenté le dernier rapport d'essai des niveaux sonores émis dans l'environnement. Ce contrôle (réf. n° 20505331-1 du 9 novembre 2021) a été réalisé par la société APAVE suite à des interventions les 30 juin et 1er juillet 2021.  Lors de ce dernier, une mesure a été réalisée en continu (de jour comme de nuit) en limite de propriété du site, entre l'entrepôt et le canal. Le rapport associé concluait sur le respect des limites autorisées par l'arrêté préfectoral du site (58.5 dB(A) pour une limite fixée à 60 dB(A) pour la période de nuit).  Néanmoins, le contrôle des émissions sonores n'a pas été réalisé dans les zones à émergence réglementée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fera réaliser par un organisme habilité, sous 2 mois, un contrôle des émissions sonores de ses installations en limite de propriété ainsi que dans les zones à émergence réglementée. Le rapport établi suite à ce contrôle sera transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Tout projet de modification envisagé par l'exploité, aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance de la DREAL (ex-DRIRE), accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 13 août 2024, l'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à des modifications de ses installations depuis l'extension de l'entrepôt frigorifique en 2012 ayant fait l'objet de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 24 octobre 2012.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 2.2.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sans objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours).</li> </ul> <p>Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 4 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>[...]</p> <p>Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 susvisé ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de la disponibilité d'un débit minimum de 120 m<sup>3</sup>/h durant deux heures tel que prévu à l'article 2.2.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement.</p> <p>De plus, lors de la dernière évaluation du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI) de ce site, un débit de 300 m<sup>3</sup>/h soient 600 m<sup>3</sup> au total a été retenu.</p> <p>Le 13 août 2024, l'exploitant a indiqué que la CCI Caen Normandie a mis en place, à proximité du site de Mondeville de la société SOFRILLOG, un dispositif permettant au SDIS du Calvados d'utiliser l'eau du canal de Caen à la Mer en cas d'incendie sur le site. Il s'agit d'une colonne d'aspiration escamotable. Un document attestant du caractère opérationnel de ce nouvel équipement a été présenté. Il a été établi par le SDIS du Calvados en date du 20 mars 2023 et</p>

précise que cet ouvrage est conforme aux prescriptions mentionnées dans le Règlement de Défense Extérieure contre l'Incendie du Calvados. Cette attestation ne précise pas cependant le débit pouvant être délivré par ce dispositif.

Par ailleurs, concernant les trois poteaux incendie les plus proches du site, l'exploitant a présenté les résultats de mesures réalisées en 2020 par la société VEOLIA ; il en ressort que les trois poteaux les plus proches du site délivrent des débits unitaires de 52, 44 et 33 m<sup>3</sup>/h. Ces débits sont donc non conformes et ne permettent pas de pouvoir justifier que le volume d'eau évalué comme étant nécessaire dans la dernière estimation D9 est atteint.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre, sous 2 mois, les éléments justifiant que le volume et le débit d'eau requis sont disponibles sur son site en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Vérification périodique et maintenance des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 2.4.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sans objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Le 13 août 2024, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques ainsi que l'attestation Q18 associée.

Ce rapport (réf. n° 10618487/1.3.1.P du 16 novembre 2023) établi par la société Bureau Veritas et l'attestation Q18 associée précisent que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. Néanmoins, ils indiquent également que la vérification effectuée n'est que partielle, les coupures électriques hautes tensions (HT) et basses tensions (BT) n'ayant pas été réalisées suite au refus de la société SOFRILOG. Ce constat a déjà fait l'objet d'une remarque lors de la dernière inspection en 2022. Le 13 août 2024, l'exploitant s'est engagé à faire réaliser ce contrôle en octobre 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fera procéder, sous 3 mois, à une vérification complète des installations électriques de son établissement de Mondeville. Le rapport et l'attestation Q18 établis suite à cette vérification seront transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Détection Ammoniac - Implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 22 novembre 2022, l'implantation du détecteur d'ammoniac (NH3) dans la salle des machines avait été constatée comme étant excentrée. De plus, la justification de la localisation des détecteurs devait être revue via une étude d'implantation.</p> <p>Le 13 août 2024, l'exploitant a présenté l'étude d'implantation des détecteurs d'ammoniac de son site établi par la société Atlantic Refrigeration Consulting en date du 2 juin 2023. Les conclusions de cette étude vont amener l'exploitant à mettre en place deux détecteurs supplémentaires et à en déplacer un autre.</p> <p>Le devis n° 24004741 établi par la société CHUBB a été présenté. La pose de ces détecteurs aura lieu en octobre 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Détection Ammoniac - dispositif direction du vent**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 22 novembre 2022, la manche à air présente sur le toit de l'établissement</p>

était entortillée. Un contrôle de ce dispositif ainsi que de sa bonne visibilité de nuit devait être mis en place.

Le 13 août 2024, aucune anomalie n'a été détectée en lien avec la manche à air présente sur le toit de l'établissement. L'exploitant a mis en place un contrôle semestriel afin de s'assurer de sa bonne visibilité et de s'assurer de son caractère opérationnel. Le dernier contrôle date du 20 février 2024 au cours duquel aucune anomalie n'avait été détectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite